

diversité

Catherine Wihtol de Wenden

entretien

« On ne veut pas voir la mobilité des pauvres »

MARIE RAYNAL : Catherine Wihtol de Wenden, vous êtes politologue, juriste et directrice de recherches au Centre de recherches et d'études internationales, le CERI, qui fait partie de Sciences Po. Pouvez-vous nous rappeler quels sont vos axes de travail ?

CATHERINE WIHTOL DE WENDEN : Je suis spécialiste de l'émigration internationale depuis déjà longtemps. J'ai d'abord travaillé, dans les années 85-95, sur les attitudes politiques des populations de culture musulmane, notamment dans un groupe de travail dirigé par Rémy Leveau, qui était professeur à Sciences Po et spécialiste du monde arabe. Ensuite, au moment de la chute du mur de Berlin jusqu'aux années 2000, j'ai travaillé avec ma collègue Anne de Tinguy sur les problèmes liés à l'immigration est-ouest en Europe. Nous

avons tenu un séminaire mensuel sur ce thème pendant 5 ans. Plus récemment, depuis les années 2000, je réfléchis sur la construction des politiques européennes d'immigration et je m'intéresse à la façon dont les migrations sont devenues une question globale de relations internationales. C'est pourquoi j'ai réalisé un atlas mondial des migrations¹ et un livre qui s'intitule *La globalisation humaine*.² Quant à mon dernier ouvrage, il traite de la façon dont les migrations transforment les relations internationales.³ C'est un livre dédié à tous ceux qui s'intéressent à cette question mais aussi aux étudiants et aux thésards, car il propose une mise en perspective théorique illustrée par des exemples concrets.

M. R. : Aviez-vous une raison particulière pour vous intéresser à ces questions ?

C. W. W. : En fait, je suis très curieuse des sujets qui préoccupent peu les gens. Quand au milieu des années soixante-dix, j'ai commencé à travailler sur les migrations, personne ne pensait que ce thème allait émerger comme un sujet politique. Même Georges Lavaud, mon directeur de thèse, était assez sceptique. C'est ainsi que je suis devenue la première politologue en France à traiter, en sciences politiques, des questions de migration et j'ai de fait bénéficié

■ 1 Catherine Wihtol de Wenden, Madeleine Benoit-Guyod *Atlas mondial des migrations : Réguler ou réprimer... gouverner* Autrement, 2009.

■ 2 *La globalisation humaine*, Presses Universitaires de France, P.U.F. 2009.

■ 3 *La question migratoire au 21^e siècle*, Presses de Sciences Po, 2010.

cié d'un certain avantage d'antériorité.

D'autre part, pour répondre entièrement à votre question, la migration fait partie de mon histoire familiale. Je suis d'origine balte. Ma famille est partie des pays baltes qui faisaient partie de la Russie, à la fin du XIX^e siècle. Elle est venue en France 20 ans avant la révolution, puis elle a émigré en Amérique latine pendant une quarantaine d'années, jusqu'aux années trente, et enfin elle s'est installée définitivement en France. Mon histoire familiale est donc constituée d'allers-retours entre la France et l'Amérique latine et vous imaginez qu'on parlait beaucoup à la maison de toutes les questions liées à la nationalité, aux réfugiés, etc.

M. R. : Vous dites que depuis les années soixante-dix la question de l'immigration a progressivement émergé. Quelles en sont les raisons ? Est-ce parce que les processus migratoires se sont accélérés ? Est-ce en raison de l'histoire française particulière ?

C. W. W. : L'Europe est devenue en trente ans l'une des plus grandes terres d'immigration du monde. L'Europe était auparavant une terre de départ : départ pour les Grandes Découvertes, vers le commerce, les missions, les colonies, le peuplement pour les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine, le Brésil ; puis, au tournant des années quatre-vingt, donc depuis maintenant trente ans, l'Europe est devenue l'une des plus grandes régions d'immigration du monde. Comme elle n'était pas du tout préparée à cette réalité, la plupart des pays européens ont vécu ce changement comme un traumatisme et cela a suscité du coup un réel intérêt. Il faut également prendre en considération un autre élément, à savoir, au milieu des années quatre-vingt, une crispation sécuritaire liée à la montée des formes diverses d'islamisme radical dans certains pays de départ. C'est le début de la visibilité de l'islam en Europe avec les crises violentes de terrorisme en France, l'attentat du RER, l'affaire Kelkal, etc. On a donc fini par confondre dans les politiques publiques les

migrations avec les questions sécuritaires.

Entre-temps, les extrêmes-droites en Europe ont porté les migrations au centre de leurs préoccupations avec comme conséquence que les politiques publiques, pour construire les politiques migratoires, se sont alignées sur cette opinion sécuritaire. À la montée de l'extrême-droite, il faut ajouter l'entrée en force des migrants comme acteurs politiques. Par exemple, ils descendent dans la rue pour réclamer un statut pour les sans-papiers. L'Europe devient aussi une terre d'islam et l'islam devient radical aux marges des banlieues urbaines. Donc, sur fond de déclin démographique et de besoin de main-d'œuvre, on constate à la fois une peur de l'immigration et un besoin. Cette contradiction est essentielle en Europe, mais aussi au Canada, aux États-Unis, au Japon, en Russie, etc.

M. R. : Mais quel est le rôle de l'Europe au sens de l'institution politique ? On a un peu de mal à comprendre la politique conduite.

C. W. W. : Il y a eu plusieurs phases. Avant les années quatre-vingt-dix, on pensait que l'immigration était une solution au problème de main-d'œuvre. Puis on prend le tournant sécuritaire ; on commence à mettre en place le système Schengen : sanctions contre les transporteurs, contrôles renforcés aux frontières, instruments de contrôle informatiques, prises d'empreintes digitales, etc. Le sécuritaire monte en puissance et même l'affichage de l'immigration zéro comme objectif de la politique migratoire. Ensuite, à partir de 2005, un rapport des Nations unies met en relief le vieillissement de l'Europe et le fait qu'à l'horizon 2050 elle comptera plus d'inactifs que d'actifs. Cela provoque une prise de conscience du besoin de main-d'œuvre et donc de migrants et crée une sorte de raidissement salutaire puisque l'Europe adopte alors le Livre vert européen et change sa politique migratoire. C'est pourquoi cette question est si contradictoire et si complexe : on est dans la quadrature du cercle avec une politique virant à 180°. D'un côté, on ferme, de l'autre, on ouvre. En conséquence, il faut faire accepter l'entrouverture à l'opinion publique. Dans certains pays – c'est la politique française – on décide de pratiquer l'immigration choisie ; d'autres créent les permis à points, d'autres encore des accords bilatéraux de main-d'œuvre, etc. Certains ouvrent leurs frontières à tous les nouveaux venus de l'Est, comme l'ont fait la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Suède... Il s'agit de politiques d'ouverture, certes, mais très sélectives, pour qu'elles soient rendues

acceptables par les opinions publiques, et plutôt d'une immigration haut de gamme et qualifiée. Or, on a aussi besoin de main-d'œuvre peu qualifiée! Conclusion: aujourd'hui la plupart des travailleurs peu qualifiés sont sans-papiers. On ne parvient pas à faire accepter à l'opinion publique qu'on a besoin structurellement de ce type de main-d'œuvre, même en période de chômage. La seule façon d'entrer pour les immigrés consiste à accepter des travaux saisonniers – mais balayeurs de rues, nettoyeurs d'ordures ménagères, etc., ne sont pas des métiers saisonniers.

Pour résumer, d'un côté, on renforce les instruments de fermeture parce qu'il faut que l'Europe soit dissuasive, éviter les effets pervers des annonces de régularisation, éviter l'émigration sauvage, comme on dit, et les polices des pays patrouillent aux portes de l'Europe. On continue à signer des accords de réadmission avec des pays voisins, pour qu'ils reprennent chez eux les sans-papiers qui ont transité chez eux; on a également depuis 1986 un système de visa qui s'est fortement durci, par exemple en matière de regroupement familial. On veut aussi être dissuasif en matière d'asile: aujourd'hui à peine 30 %, tous recours confondus, obtiennent l'asile en Europe et en France. Une politique renforcée de lutte contre les trafics de main-d'œuvre est menée mais elle est vouée à l'échec en raison d'une mobilité plus importante. Pour finir, on ne parvient pas à mettre en place une politique de dissuasion.

M. R. : Vous dites que les gens bougent de plus en plus. Or on connaît les raisons pour lesquelles les Européens bougent: une de vos étudiantes, dont le terrain est en Afghanistan, part à Oxford et un autre vient de Sibérie. Ces échanges internationaux, intereuropéens sont très valorisés pour ceux qui font des études, ou

pour les cadres, qui se promènent de par le monde avec une mallette à la main. D'un côté, on valorise ces allers et retours, cette mondialisation qui est une source de richesse mais, de l'autre, quand il s'agit de gens qui viendraient pour des raisons qui ne seraient pas « nobles », alors là on ferme!

Ce sont les métiers qui attirent les migrants, plus d'autres métiers très qualifiés pour lesquels on manque aussi néanmoins de professionnels qualifiés. Aujourd'hui, non seulement on manque de médecins de campagne, mais on manque aussi de gériatologues pour soigner les anciens. On a parlé du plombier polonais mais les spécialistes européens de haut niveau en informatique ne veulent pas faire de la maintenance informatique. En fait l'Europe a besoin de main-d'œuvre et elle est dépendante de ses voisins.

départ sont eux-mêmes dans une phase d'urbanisation croissante ce qui entraîne la mobilité du mode de vie. Leurs habitants refusent donc aussi parfois le fatalisme d'être nés dans des pays pauvres, mal gouvernés, où il n'ont ni espoir, ni perspective d'emploi. En fait on constate une aspiration générale à la mobilité. Cela ne signifie pas que les gens veulent s'installer définitivement ailleurs que dans leur pays d'origine mais qu'ils veulent bouger. Or, c'est très difficile pour les habitants des pays pauvres, en raison des visas et des contraintes très fortes qui subsistent.

Ce qu'on ne veut pas voir c'est la mobilité des pauvres. Or, qui peut veiller sur les personnes très âgées, ce qu'on appelle le quatrième âge, ou garder les enfants? Qui peut exercer les métiers du bâtiment, de la confection, qui nécessitent des rythmes de travail très saccadés, les métiers du tourisme, qui sont plutôt saisonniers, l'agriculture, la collecte des fruits et légumes, l'entretien de la vigne...? Tous ces travaux considérés comme pénibles, sales, dangereux, que les Américains appellent les trois D: *dirty, difficult, dangerous*, correspondent à des vrais besoins de main-d'œuvre. En France ce sont les métiers qui attirent les migrants, plus d'autres métiers très qualifiés pour lesquels on manque aussi néanmoins de professionnels qualifiés. Aujourd'hui, non seulement on manque

C. W. W. : Les deux tiers de la population de la planète n'ont pas le droit de circuler librement. Ils sont obligés de demander un visa quel que soit l'endroit où ils vont. Mais les gens au Sud sont de plus en plus informés: ils regardent la télévision, les films, observent notre mode de vie et cela provoque la fabrication d'un imaginaire migratoire très puissant vers l'Europe. Les pays de

de médecins de campagne, mais on manque aussi de gérontologues pour soigner les anciens. On a parlé du plombier polonais mais les spécialistes européens de haut niveau en informatique ne veulent pas faire de la maintenance informatique. En fait l'Europe a besoin de main-d'œuvre et elle est dépendante de ses voisins.

M. R. : On voit bien qu'on parle en termes de nécessité économique mais jamais en terme de nécessité culturelle.

C. W. W. : Les pays qui ont rêvé d'homogénéité ethnique et culturelle s'en sont mordu les doigts. Pour prendre un exemple, avec la révocation de l'Édit de Nantes, la France a perdu une grande partie de ses élites avec l'exil des protestants. L'Espagne, dans sa période la plus brillante, a chassé les Arabes et les juifs et s'est ensuite réduite à une politique frileusement catholique; Vienne, à la fin du XIX^e siècle, était un des foyers très cosmopolites de la pensée occidentale mais est devenue une ville provinciale; la Russie avec la crainte des pogroms a perdu une partie de ses élites. En fait les pays qui ont rêvé du mythe de l'autochtonie s'en sont beaucoup mordu les doigts. Ce genre de politique de l'entre-soi est très dangereuse parce qu'on reste dans un face à face morne et qu'on se prive ainsi de beaucoup d'inventivité et de créativité.

M. R. : Mais alors comment favoriser la mobilité. Comment la faire accepter et qu'elles en sont les conditions?

C. W. W. : En fait pour l'instant on fait accepter la mobilité à condition qu'il s'agisse de séjours de courte durée. Pour que les gens soient mobiles, il faut deux conditions que ne remplissent ni les pays d'accueil, ni les pays de départ. D'abord, il faut que les gens aient un statut stable dans un autre pays ou la double nationalité, car ils peuvent facilement faire des allers-retours, obtenir des visas à entrées multiples, des titres de séjour de

La France de l'Édit de Nantes, l'Espagne des Rois catholiques, la Russie des pogroms, la Vienne antisémite... En fait les pays qui ont rêvé du mythe de l'autochtonie s'en sont beaucoup mordu les doigts. Ce genre de politique de l'entre-soi est très dangereuse parce qu'on reste dans un face à face morne et qu'on se prive ainsi de beaucoup d'inventivité et de créativité.

longue durée. S'ils sont très précaires, ils ne peuvent pas rentrer chez eux sans perdre leur position dans le pays d'accueil. Les sans-papiers restent parce que le coût du voyage est tel qu'ils ne peuvent pas tenter leur chance une deuxième fois. Ce sont les privilé-

giés qui vivent dans la circulation migratoire.

L'autre condition requise est la confiance dans les pays de départ. Si les pays de départ sont instables, mal gouvernés, qu'il y règne la corruption, les immigrés ne vont pas investir dans le développement de leur pays et vont claquer la porte définitivement. La bonne situation politique du pays de départ, plus un statut juridiquement confortable de séjour des pays d'accueil sont deux conditions essentielles pour que les gens puissent s'offrir... le luxe, si j'ose dire, de s'installer dans la mobilité comme mode de vie. C'est le cas des gens de l'Est puisqu'ils ont constaté une amélioration de leur situation économique et la possibilité d'être citoyens européens, donc de vivre librement et de circuler en Europe. De même pour les Portugais dans les années 74-77. Comme leur pays allait mieux, ils ont bénéficié de l'aide au retour et sont rentrés. Puis, ils sont devenus européens et ont été encouragés aux allers-retours permanents. Cette noria était très courante dans les années soixante de croissance mais aujourd'hui ce n'est plus possible.

M. R. : On entend aussi des partisans d'un refus d'une mondialisation marchande qui dénigrent la circulation. Ils prônent au contraire une certaine stabilité dans les lieux où les gens vivent.

C. W. W. : Les deux tendances existent, en effet, à la stabilité ou à la mobilité comme mode de vie. Il ne s'agit pas de la même population. Ceux qui s'installent avec leur famille vont constituer la population future, contribuer à l'attraction de la population des pays d'accueil. D'autres vont vivre dans une situation de plus grande mobilité. Ils sont ici, là-bas, en permanence, car aujourd'hui les moyens de communication, les webcams, les téléphones

portables, internet et toutes sortes d'instruments nouveaux permettent de vivre en permanence dans la double présence.

Ceux qui ont la double nationalité ou des visas à entrées multiples peuvent aussi circuler facilement. Par exemple des entrepreneurs indiens vivent six mois en Inde, six mois en France parce que leur statut le leur permet. Pour l'instant la mobilité comme mode de vie est plutôt un privilège.

M. R. : Oui, mais la mobilité forcée telle qu'elle est vécue par les émigrés est plutôt une souffrance. Marc Augé, dans *La Communauté illusoire*, dit cela : « Les migrants clandestins, eux, n'ont pas le choix, ils ont coupé les ponts, passé la frontière et c'est pour en changer qu'ils ont pris la route, le cours de leur vie n'existe qu'au futur. »

C. W. W. : On est dans un monde où le droit à la mobilité devient un droit de l'homme du XXI^e siècle. C'est ce qui se joue à travers les forums internationaux, à travers les revendications des sans-papiers et à travers une certaine illégitimité des politiques acharnées de contrôle des frontières, parce qu'en fait ces décisions sont contraires à la diffusion des cultures, aux rencontres des cultures et elles sont aussi surtout très mauvaises pour le fonctionnement de l'économie. De nombreux échanges transnationaux frontaliers plus larges, n'ont pas lieu parce que les frontières sont difficiles à franchir. La migration est un élément de développement humain. Pour le rapport 2009 du PNUD⁴ la mobilité est un facteur essentiel du développement humain.

Les hommes ont toujours bougé et ne vont pas se laisser dissuader par des politiques européennes, aujourd'hui très dures.

Ceci dit, les pays eux-mêmes secrètent leur propre migration forcée comme ce fut le cas avec la crise algérienne de 95. Les pays du Maghreb deviennent aussi des pays d'accueil pour des gens qui viennent de destinations plus lointaines comme l'Afrique subsaharienne ; aujourd'hui le Maroc ou l'Algérie sont devenus des sas, contraints de contrôler leurs frontières pour le compte de l'Europe. Ils avaient un discours à l'égard de leurs migrants mais ils ont

Tous les pays font la distinction entre leurs migrants à eux, phénomène qui serait très positif, et les migrants qui viennent d'ailleurs qui, eux, posent problème...

du mal à tenir le même quand il s'agit des migrants qui arrivent chez eux. Tous les pays font la distinction entre leurs migrants à eux, phénomène qui serait très positif, et les migrants qui viennent d'ailleurs qui, eux, posent problème... Cela provoque beaucoup d'affrontements et de violences. C'est un passage je pense. Quand les bienfaits de la mobilité seront perçus dans des courants plus larges de l'opinion publique, quand la prise de conscience de la nécessité démographique et de main-d'œuvre des migrations sera mieux établie, ce qui est particulièrement crucial pour l'Europe, on peut imaginer que les gens s'ouvrent davantage.

M. R. : Et pour l'éducation ? À l'école on devrait peut-être mieux faire comprendre aux enfants, pas seulement en termes de lutte contre le racisme, la nécessité du partage et des échanges des cultures.

C. W. W. : Dans les lieux peu privilégiés où existe une grande multiplicité des cultures, où la moitié de la population est étrangère, les enseignants vont essayer de mettre l'accent sur ces enjeux. *Dans un lycée du XVI^e arrondissement de Paris, même s'il y a beaucoup d'étrangers, on s'en préoccupera moins. On réserve le multiculturalisme aux pauvres. C'est une très mauvaise politique.* ■

■ 4 Programme des Nations unies pour le développement.